

**Ali Bongo Ondimba
au Maroc**

COP 22 et sommet africain au programme p3

**Charte africaine du
Tourisme Durable**

Le Gabon parmi les signataires p4

Economie

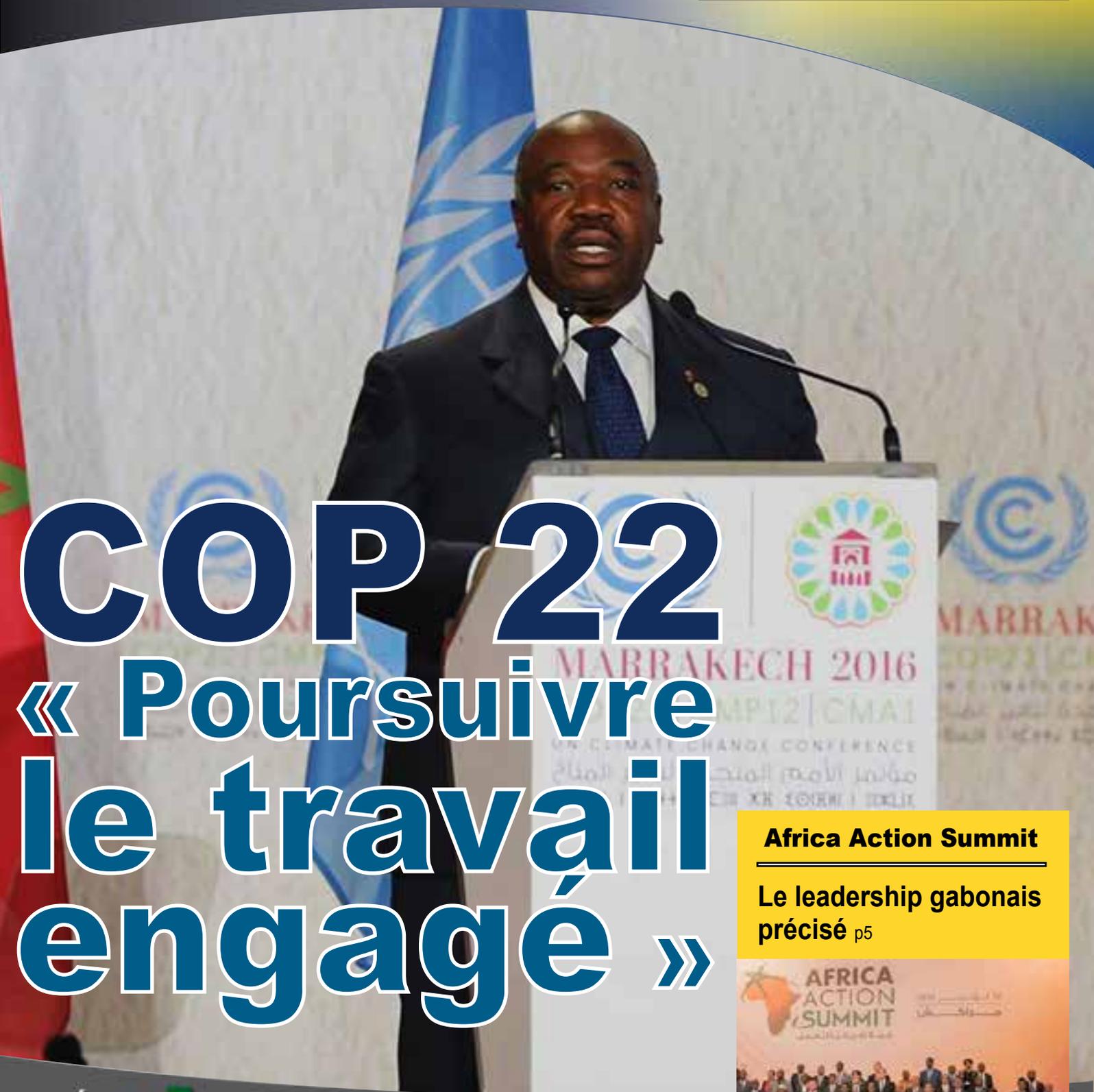
Le président rencontre les investisseurs p6

Espace PME

Un outil de diversification économique p7

Gabon – Guinée équatoriale

Compromis historique p8



COP 22

« Poursuivre le travail engagé »

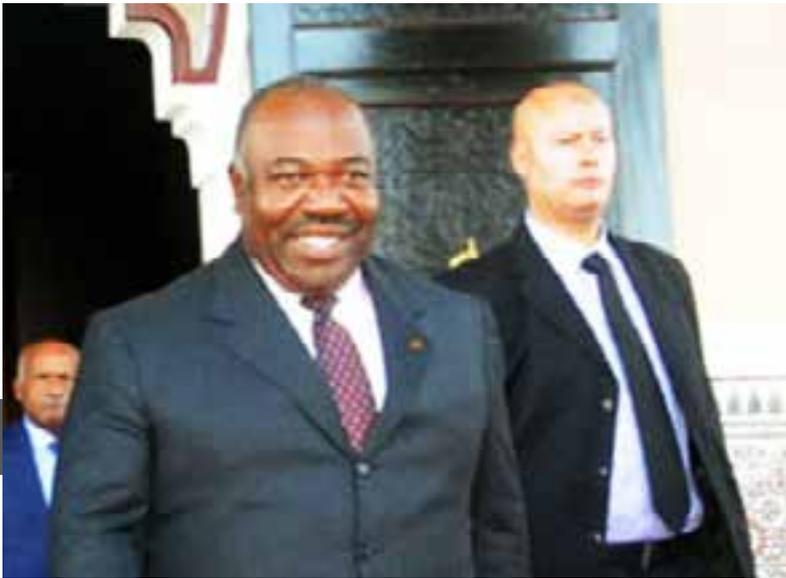
Africa Action Summit

**Le leadership gabonais
précisé p5**



Ali Bongo Ondimba au Maroc

COP 22 et sommet africain au programme



Publié le 14 novembre 2016
www.ledefigabon.com

C'est hier dimanche que le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, est arrivé au Maroc pour prendre part à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP22). La délégation présidentielle est composée notamment du ministre des Affaires étrangères et des ministres en charge de l'Environnement et de l'Economie.

La conférence de Marrakech, selon les organisateurs, doivent avant tout être celle de l'Afrique, continent non pollueur (4% des gaz à effet de serre - 0,02% pour le Gabon) auquel les pays industrialisés ont annoncé des aides à hauteur de 100 milliards de dollars.

Le président Ali Bongo Ondimba va pour sa

part intervenir lors du segment de haut niveau de la COP22 prévu mardi prochain. Le numéro un gabonais participera également à la réunion au sommet des chefs d'Etat d'Afrique, organisée à l'initiative du roi du Maroc Mohammed VI.

En marge de la conférence onusienne, le souverain chérifien a en effet tenu à tenir à un sommet spécial réunissant plusieurs dizaines de chefs d'Etat et de gouvernement. Pour l'agence AGP, ce sera une occasion nouvelle pour Ali Bongo Ondimba de saluer le partenariat d'exception entre le Gabon et le Royaume du Maroc et de se tenir aux côtés d'un pays-frère qui entend faire sienne toutes les problématiques de l'Afrique de demain.

Rappelons que bien avant l'ouverture de ce grand rendez-vous au Maroc, les autorités gabonaises ont déjà lancé que le pays s'attachera à rappeler que les grands enjeux environnementaux constituent « une question de sécurité régionale » pour l'Afrique centrale tout autant qu'ils déterminent l'avenir de l'humanité.

Engagés au cœur des négociations depuis l'ouverture de la COP22 le 7 novembre, les experts et les équipes ministérielles travaillent pour faire avancer les dossiers comme l'affectation des terres, la sanctuarisation des écosystèmes, la surveillance satellitaire des espaces terrestre et maritime, le développement agro-industriel raisonné ou encore l'institutionnalisation des politiques de développement durable.



COP 22

« Poursuivre le travail engagé »

Publié le 16 novembre 2016
www.ledefigabon.com

« C'est au nom du Peuple Gabonais que je réitère l'engagement inconditionnel de notre pays dans la lutte contre le changement climatique et la mise en place d'un développement durable, afin d'assurer notre prospérité sans insulter l'avenir ». C'est par cette phrase que le président Ali Bongo Ondimba a débuté son intervention.

Le chef de l'Etat qui a poursuivi que le pays a prévu d'y parvenir en recherchant en permanence le point d'équilibre entre la légitime aspiration de la population à l'amélioration de leurs conditions de vie et la nécessité de préserver l'environnement.

« Ayons toujours à l'esprit ce proverbe indien qui nous rappelle que " la terre n'est pas un don de nos parents, ce sont nos enfants qui nous la prêtent »

Ali Bongo Ondimba a en outre souligné que le Gabon est fier de poursuivre à Marrakech le travail engagé à Paris et de réaffirmer son combat en faveur d'un développement res-

ponsable pour les générations actuelles et futures : « La protection de l'environnement est l'affaire de tous et sa prise en compte est désormais indissociable de toutes nos activités ».

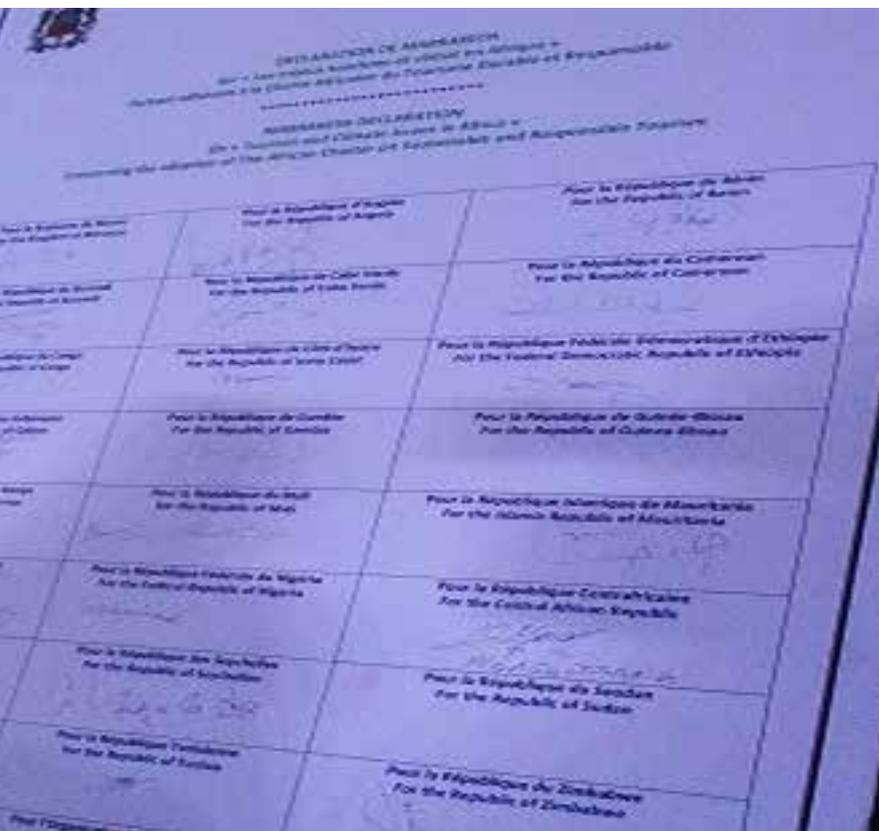
Le président a aussi appelé au rassemblement pour valoriser notre écosystème pour assurer la prospérité de notre pays et l'avenir de nos enfants.

Le Gabon est un pays côtier, vulnérable au changement climatique. Cette situation exige que les autorités respectent les engagements pris par les uns et les autres dans le cadre de l'Accord de Paris. Notons à cet effet la création du Comité de Paris, qui sera chargé de mettre en œuvre l'accord.

« Nul ne doit être laissé sur le bord du chemin. C'est sur cet espoir que je voudrai clore mon propos, tout en adressant à Sa Majesté le Roi et au peuple frère du Maroc ma gratitude pour l'accueil qui nous a été réservé et mes plus chaleureuses félicitations pour la qualité de l'organisation » a conclu le chef de l'Etat.

Charte africaine du Tourisme Durable Le Gabon parmi les signataires

Publié le 16 novembre 2016
www.ledefigabon.com



Le président Ali Bongo Ondimba conduit la délégation gabonaise qui participe à la COP22, du 15 au 19 novembre à Marrakech, au Maroc. C'est pour lui une nouvelle opportunité de réaffirmer l'engagement du Gabon pour les générations à venir.

Les 22e Conférences des Parties de la Convention-Cadre des Nations Unies sur le change-

ment climatique constituent une occasion de se pencher sur divers sujets. Les réunions préparatoires avaient démarré le 7 novembre dernier.

Plusieurs ministres africains du Tourisme ont donc déjà participé au forum ministériel sur les enjeux touristiques et le climat en Afrique, la semaine dernière. Ce forum a débouché sur la signature, le 10 novembre, de la Charte africaine du Tourisme Durable, qui a été défendue avec vigueur par le pays hôte de la rencontre.

« La charte signée est un engagement pour l'avenir, afin de promouvoir le tourisme durable au profit de l'Afrique tout en respectant la diversité et le patrimoine de chaque pays africain », avait affirmé le ministre marocain du Tourisme, Aziz Akhannouch.

Une vingtaine de pays ont ainsi signé la Charte en marge de la COP22 à Marrakech. Outre le Gabon et le Maroc, il y a le Bénin, le Congo, l'Angola, le Cameroun, l'Éthiopie, le Tchad, la Guinée-Bissau, le Burundi, le Cap-Vert, le Kenya, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Mali, la Mauritanie, la République Centrafricaine, la Tunisie, le Nigéria, le Niger, le Sénégal, les Seychelles, le Soudan et le Zimbabwe.

Ce document deviendra un cadre de référence sur le continent en ce qui concerne la promotion du tourisme durable.

NOVEMBER 14-17, 2016
MARRAKECH

AFRICA
ACTION
SUMMIT
قمة إفريقيا للعمل

16 نونبر 2016
مراكش



Africa Action Summit

Le leadership gabonais précisé

Publié le 17 novembre 2016
www.ledefigabon.com

5

Le président Ali Bongo Ondimba a participé hier à l’Africa Action Summit, sommet des Chefs d’Etats africains sur les enjeux du développement durable sur le continent, organisé en marge de la COP 22.

Le chef de l’Etat gabonais a rappelé lors de cette rencontre de haut niveau la place de leader du Gabon sur la question de l’environnement en Afrique. Premier pays à avoir publié sa contribution nationale à l’Accord de Paris, le Gabon a mis à disposition de 23 pays africains l’AGEOS.

Rappelons que cette station de réception d’images satellites permet d’assurer le suivi du couvert forestier du Bassin du Congo et des forêts d’Afrique de l’Ouest. Une implantation qui démontre la ferme volonté du pas d’accorder du Gabon à réunir les conditions nécessaires pour atteindre les objectifs écologiques qu’il s’est fixé.

Ali Bongo Ondimba qui a également souligné que l’Afrique doit être en mesure de créer des accords bilatéraux dans le domaine de l’environnement pour pouvoir prétendre au meilleur développement, tout en préservant son écosystème unique au monde.

Le numéro un gabonais a enfin tenu à indiqué qu’avec l’augmentation des températures dans la zone sahélo-saharienne, on peut s’attendre à une augmentation des flux migratoires régionaux et des tensions pour l’accès à l’eau et aux terres, c’est-à-dire à une crise humanitaire dans les trente prochaines années.

« Nos pays en développement ont des problèmes sans doute spécifiques, mais les conséquences de nos échecs seront universelles », a-t-il mis en garde pour conscientiser tout un chacun sur les risques auxquels notre continent s’expose et aux défis que nous devrions relever sans attendre.

Economie

Le président rencontre les investisseurs

Publié le 17 novembre 2016
www.ledefigabon.com



6

En séjour à Marrakech (Maroc) dans le cadre de la COP22, le président gabonais, Ali Bongo Ondimba s'est entretenu en début de semaine avec plusieurs hauts dirigeants d'entreprises.

Le président a reçu en premier le président directeur général de Tiger Group, Walled Mohammed Al-Zoubi avec lequel il a échangé sur les opportunités d'investissements au Gabon qui intéresse l'entreprise. Plusieurs secteurs ont ainsi été mis en avant : la construction, les infrastructures, l'aménagement du territoire et de l'assainissement des eaux, l'énergie...

« Nous avons passé en revue tout ce qui est énergie notamment les énergies renouvelables, particulièrement le solaire ainsi que tout ce qui est centrale thermique. Ce sont des projets de très grande envergure qui seront

réalisés par des groupes émiratis », a confié M. Al-Zoubi qui a indiqué qu'une délégation émiratie se rendra dans un délai très court au Gabon.

Un autre patron reçu par Ali Bongo Ondimba a été le vice-président Business development du groupe HECATE, Paul Turner. Les échanges ont également tourné sur les possibilités d'investissement au Gabon. HECATE est un groupe d'envergure internationale aux ramifications multiples dans les secteurs des énergies fossiles et renouvelables.

Le groupe russe TIM et le groupe marocain T-MAN sont également venus présenter au président gabonais leurs activités et leurs projets de développement. Si TIM intervient dans les secteurs des infrastructures industrielles, de l'immobilier commercial et systèmes d'information, T-MAN, propriétaire de MATHE et



Espace PME

Un outil de diversification économique

7

Publié le 18 novembre 2016
www.ledefigabon.com

Situé dans l'enceinte du Ministère du Commerce, des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Artisanat et du Développement des Services sise au quartier Awendjé de Libreville, l'espace PME est aujourd'hui opérationnel.

La cérémonie d'inauguration de cette nouvelle réalisation s'est déroulée en présence du Premier ministre, de plusieurs membres du gouvernement, de l'ambassadeur des Etats-Unis et de nombreux opérateurs économiques.

Pour l'occasion, le ministre des PME-PMI chargé de l'Entreprenariat National, Biendi Manganga Moussavou, a situé l'importance de cet espace dédié aux PME en soulignant qu'il intègre l'ensemble des outils de diversifi-

cation de l'économie et permettra de soutenir et d'accompagner les entreprises.

C'est donc une plate-forme qui permettra aux PME d'être outillé pour répondre efficacement à la demande publique. Il a enfin annoncé le lancement imminent des incubateurs d'entreprises spécialisés dans les villes de Port-Gentil (pétrole), Oyem et Mouila (agriculture), de Mouanda (Mines) et de Boué (bois).

Le but étant de renforcer le dispositif que son département entend mettre en œuvre pour redynamiser l'impact des PME dans le tissu économique national.

Le ministre de la Promotion des Investisse-

suite page 8

suite page 7

ments privées, du Commerce, du Tourisme et de l'Industrie, Mme Madeleine Berre s'est, pour sa part, longuement appesantie sur le centre de ressources de l'AGOA, que va également abriter cet espace pour les PME.

Après avoir rappelé les nombreux avantages qu'offre cet accord commercial entre les Etats-Unis et l'Afrique, dont le Gabon a entamé la procédure de ratification en 2015, elle a soutenu que la conjonction de l'espace PME

et celui de l'AGOA, permettra aux opérateurs économiques nationaux de profiter des opportunités de l'AGOA.

Elle a conclu en relevant que ce centre répond à l'ambition des plus hautes autorités du pays, en tête desquelles le président de la République, Ali Bongo Ondimba, de vendre la destination Gabon à l'étranger.

Disposant de 600m², l'espace PME comporte 3 salles de réunion, 2 ateliers de travail, 2 bureaux, 1 salle de formation multimédia et un espace consacré aux bureaux de l'AGOA.

Gabon – Guinée équatoriale

Compromis historique

Publié le 16 novembre 2016
www.ledefigabon.com

8



En marge du Sommet de la COP 22, le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba, a pris part hier à la signature d'un compromis historique entre le Gabon et la République de Guinée équatoriale, qui permettra à la Cour Internationale de Justice d'apporter une réponse concernant le différend frontalier entre les deux pays.

Au cours de la cérémonie de signature, en présence du Secrétaire Général des Nations-Unies, M. Ban Ki-moon, le président de la République et son homologue, le président Teodoro Obiang

Nguema Mbasogo, ont réaffirmé leur engagement réciproque pour faire de la stabilité régionale une priorité mutuelle, et œuvrer pour le renforcement des liens d'amitié et des relations bilatérales entre les deux pays.

A savoir que la frontière entre le Gabon et la Guinée équatoriale est maritime et terrestre, au nord-ouest du Gabon. À son extrémité orientale, elle débute au tripoint Cameroun-Gabon-Guinée équatoriale, d'où elle part en droite ligne vers le sud, à 11°20' E, jusqu'au 1er parallèle nord où elle bifurque à l'ouest, suivant ce parallèle jusqu'à croiser le cours de l'Utamboni, sur lequel la frontière se fixe jusqu'au golfe du Biafra et se poursuit en mer.

La frontière orientale de la Guinée équatoriale fut établie par une convention franco-espagnole signée en juin 1900 pour délimiter la frontière entre la Guinée espagnole et du Congo français.

Des tensions existent entre le Gabon et la Guinée équatoriale concernant notamment la possession des îles de Mbanié, Cocotier et l'îlot Conga, situés dans la baie de Corisco. Les eaux territoriales correspondantes sont riches en hydrocarbures. Un médiateur international a été nommé en septembre 2008 par le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, en vue de régler ce conflit.